

Colectivo Ioé
Montera 10, 3º Of. 7
28013 – Madrid
www.colectivoioe.org

**CRISE ET
IMMIGRATION
MAROCAINE EN
ESPAGNE.
2007-2011**

Mai 2012

1. ANTÉCEDENTS

L'immigration marocaine en Espagne est une des plus anciennes et qui compte le plus grand nombre de migrants. Les premières vagues d'immigrants datent des années '70, au XX^{ème} siècle. Les flux les plus importants se sont produits à partir de l'an 2000, à un moment où l'Espagne enregistrait une augmentation de son taux d'emploi: en l'espace de dix ans, le nombre de marocains recensés est passé de 173.000 (janvier 2000) à 783.000 (janvier 2012). Pendant une longue période, cette collectivité a été la plus nombreuse bien qu'elle ait été dépassée à partir de 2008, par les immigrants originaires de Roumanie.

En raison des caractéristiques changeantes de des politiques migratoires espagnoles, un important segment d'immigrants marocains est passé par une période d'illégalité, avant l'obtention du titre de séjour. Le taux de migration irrégulière le plus haut a été atteint en 2003 (à ce moment là, près de 26% des recensés n'avaient pas de carte de séjour) mais, depuis, ce taux a enregistré une baisse continue et s'est finalement transformé en un phénomène résiduel; d'ailleurs, depuis 2008 le nombre de personnes détentrices d'une carte de séjour est supérieur à celui des personnes recensées dans les communes espagnoles. C'est à dire, des personnes qui sont détentrices d'un titre de séjour mais qui ne résident pas en Espagne (environ 36.000 hommes et 11.000 femmes). D'autre part, l'accès à la nationalité espagnole s'avère difficile pour cette population, puisqu'il est nécessaire de certifier un séjour légal minimum de dix ans en Espagne ; cependant, depuis le début de siècle, 82.000 personnes nées au Maroc ont été naturalisées. En définitive, un segment significatif d'immigrés marocains a acquis la nationalité espagnole, alors que parmi ceux qui conservent la nationalité marocaine, le taux des résidents en situation irrégulière a diminué de manière significative, mais ce chiffre pourrait enregistrer une nouvelle augmentation en raison de la crise économique, puisque la perte de l'emploi pour certains reviendrait à perdre leur permis de séjour.

Le profil démographique de l'immigration marocaine démontre une forte prédominance masculine (les hommes représentent 64% du total), ainsi que des profils migratoires très différenciés en fonction du genre: la motivation de la migration masculine est principalement économique (62%), tandis que celle des femmes est familiale (67%); la plupart de ces hommes ont quitté le Maroc seuls, sans leurs familles (77%); quant aux femmes, elles sont souvent arrivées en compagnie d'un membre de leur famille (65%); plus de la moitié des femmes adultes (53%) n'a jamais eu d'emploi en Espagne, contre seulement 7% des hommes. En résumé, la majorité des hommes sont des immigrants économiquement actifs, tandis qu'un important segment de femmes est resté en marge du marché du travail¹.

Par ailleurs, le niveau de scolarisation des migrants marocains est bas comparé, non seulement à celui de la population autochtone, mais aussi à celui

¹ Pour un secteur important de cette population féminine, le fait que leur vie se limite aux activités ménagères les empêche d'apprendre la langue espagnole: en 2007, 24% des femmes adultes (près de 40.000 femmes) ne parlaient pas cette langue.

de la population migrante restante: en 2007, l'Enquête sur la Population Active indiquait que 57% de la population âgée entre 16 et 64 ans ne dépassait pas le niveau de formation primaire (face à 29% pour tous les autres immigrants non communautaires et 20% des natifs espagnols) et que seulement 3% avait suivi une formation universitaire (vs. 13% et 19%, respectivement).

2. L'INSERTION PROFESSIONNELLE AVANT LA CRISE

L'économie espagnole a connu un long cycle de croissance entre 1995 et 2007; cette dynamique s'est traduite par une augmentation sans précédent du nombre de personnes occupées (7,8 millions²) et par une baisse importante du volume de personnes sans emploi (-1,88 millions). Ce processus avec a permis l'insertion massive de la main d'œuvre d'origine étrangère et, à la fin de l'année 2007, 19% des personnes occupées étaient de nationalité non espagnole. En somme, le plus grand processus migratoire de l'histoire contemporaine espagnole qui a coïncidé avec un cycle de croissance économique sans précédent, qui a rendu possibles son insertion professionnelle et une diminution du taux de chômage général dans le pays.

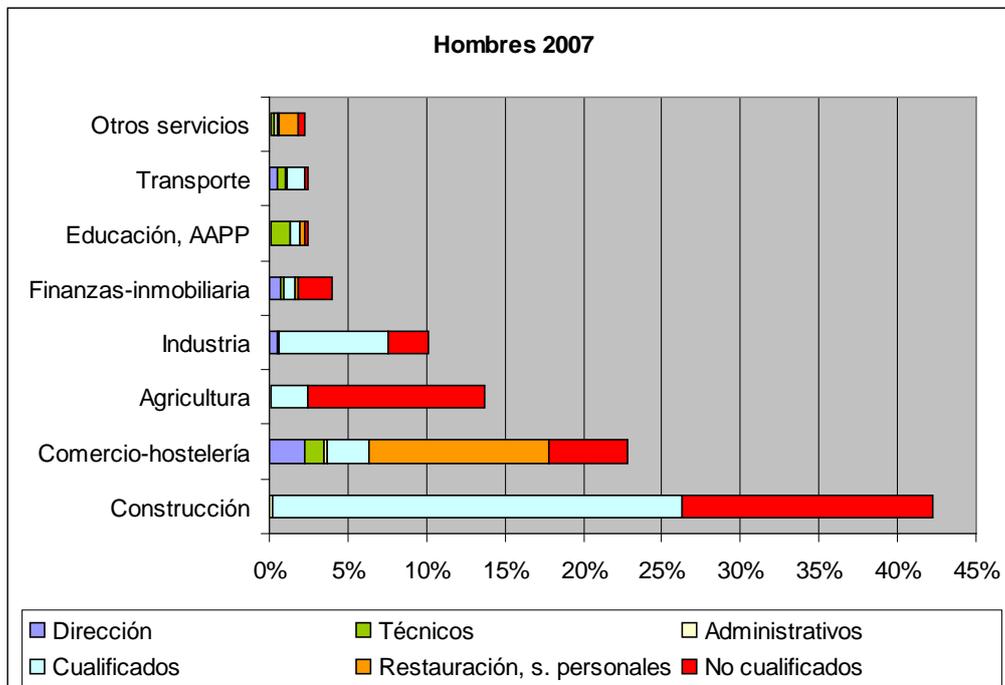
Cependant, t les immigrants en âge de travailler ne se sont pas tous intégrés avec la même intensité dans l'activité économique. Dans le cas des marocains, le taux d'activité des hommes était de 89% en 2007 (chiffre légèrement plus bas que celui d'autres collectifs d'immigrés), tandis que celui des femmes atteignait à peine 41% (dans la population d'origine étrangère, seules les britanniques présentaient un chiffre inférieur). En ce qui concerne le groupe qui a trouvé un emploi, l'insertion professionnelle s'est produite, en général, dans des postes qui se situent dans les niveaux inférieurs de la pyramide professionnelle. Dans le cas de l'immigration marocaine, 77% des femmes et 53% des hommes occupaient, en 2007, des postes à faible qualification ou sans qualification: les premières, principalement dans le secteur de commerce et de l'hôtellerie et autres services ; les seconds, dans la construction, le commerce-hôtellerie et l'agriculture. Le deuxième grand segment d'occupation était celui des emplois manuels qualifiés des hommes, avec un pourcentage de 40% du total (principalement dans le secteur de la construction et, dans une moindre mesure, dans celui de l'industrie). En résumé, les emplois manuels étaient pratiquement la seule possibilité d'insertion professionnelle (cas de 91% des hommes et de 84% des femmes); les seuls exceptions de quelque importance ,sont celles des femmes occupant un emploi technique ou professionnel (10% du total, plus particulièrement dans le secteur de l'enseignement et des administrations publiques). (Graphique 1)

² Dont 5,8 millions dans le secteur des services, 1,5 millions dans la construction et 770.000 dans l'industrie.

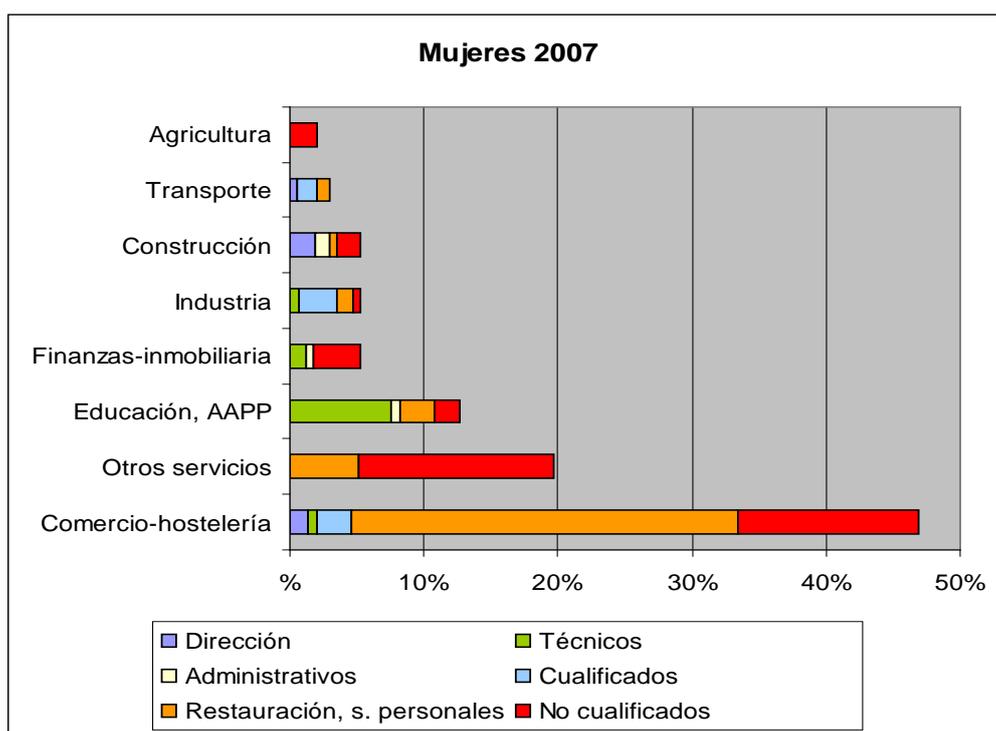
Graphique 1. Occupation par catégorie professionnelle, branche d'activité et sexe de la population née au Maroc³

Hommes 2007

Autres services/Transport/Education, AAPP/Finances-immobilier/Industrie/Agriculture/Commerce-hôtellerie/construction
 Direction//Qualifiés//Techniciens//Restauration S.personnels//Administration//Non qualifiés



³ Trois catégories professionnelles correspondent à des emplois de type manuel: qualifiés, non qualifiés et travailleurs du secteur services de restauration, personnels et autres. Deux autres correspondent à des emplois de "col blanc" (technico-professionnelset administratifs). Les tâches de direction sont généralement des tâches non manuelles, sauf quand il s'agit de petits propriétaires sans salariés, ce qui est une situation assez fréquente chez les immigrés s.



Femmes 2007
Idem pour le reste du texte

Source: élaboré par nos soins sur la base des données INE, EPA 2ème trimestre 2007.

L'une des particularités du marché du travail espagnol, est son important taux de recrutement saisonnier de main d'œuvre salariée. Ce taux est deux fois plus élevé que celui des autres pays de l'Union Européenne. De plus, son incidence est très différente selon l'origine des travailleurs; en 2007 elle concernait 30,1% des salariés autochtones et 62,9% de ceux nés au Maroc, qui représentaient le deuxième groupe de migrants les plus concernés par ce type de recrutement (la Roumanie étant le pays en tête, avec 63,3%). L'incidence est aussi différente en fonction du sexe, le travail saisonnier est plus fréquent chez les hommes marocains (66%, et uniquement dépassés par les travailleurs originaires de Bolivie) que chez les femmes (51%, juste derrière les roumaines et à un niveau plus ou moins similaire à celui des travailleuses originaire de Bulgarie, du Brésil et du Pérou).

En définitive, **les postes souvent occupés par les immigrants marocains pendant le cycle de croissance économique étaient des emplois de basse qualification, manuels et saisonniers.** Ces conditions de travail avaient un effet sur le niveau de revenus des personnes immigrées. L'Enquête sur la Structure Salariale informe sur le revenu moyen annuel par travailleur, en fonction de sa zone géographique de sa provenance. Dans ce cas, nous ne disposons pas d'information spécifique par pays de naissance: les migrants marocains sont inclus dans la catégorie "reste du monde" (dont l sont exclus les pays européens et latino-américains), mais dans laquelle, ils ont un poids considérable (plus de 50%), même si les chiffres sont surtout un indicateur

approximatif de leur situation. Les données disponibles couvrent la période 2004-2008, c'est à dire, les dernières années du cycle de croissance et le début de la crise économique (Tableau 1). L'information disponible indique que la moyenne des revenus des salariés du "reste du monde" a toujours été inférieure à celle des espagnols, et que cette différence a enregistré une hausse au fil du temps (environ 76% en 2004 et 2005, 68% en 2006 et 2007, et 63% en 2008). En nous limitant- aux années antérieures à crise économique (2004-2007), nous constatons que l'insertion continue de nouveaux salariés s'est faite dans des occupations qui procuraient de faibles revenus, ce qui a contribué à la baisse de la moyenne des revenus annuels de l'ensemble.

Tableau 1. Moyenne des revenus annuels par travailleur, selon l'origine

Année	Espagne (a)	Reste du monde (b)*	% (b) s/(a)
2004	18.497,55	14.130,75	76,4
2005	18.905,66	14.606,26	77,3
2006	20.123,44	13.595,27	67,6
2007	20.876,78	14.140,90	67,7
2008	22.485,64	14.208,61	63,2

Source: INE, Enquête de Structure Salariale

(*) Inclut les nationalités d'Afrique et d'Asie.

En plus des travailleurs occupés, la population active inclut les personnes sans emploi, en quête d'un emploi et qui ne le trouvent pas. Le taux de chômage a aussi été élevé sur le marché du travail espagnol, malgré l'importante diminution connue pendant le cycle de croissance (de 22,1% en 1996 à 8,3% en 2007). Malgré une plus grande disposition à accepter des emplois de basse qualité, **les travailleurs étrangers ont toujours maintenu un niveau de chômage supérieur à celui des autochtones, circonstance qui, en 2007 a affecté dans une plus grande mesure les ressortissants marocains des deux sexes** (11,7% des hommes et 22,1% des femmes), que l'ensemble des immigrés extra communautaires (10,1% et 14%, respectivement) et la population autochtone (5,4 % et 9,9%).

En raison de l'importance des emplois à basse rémunération et des forts taux de chômage, **le total des revenus des marocains adultes se situait en deçà de la moyenne générale de l'ensemble de la population migrante**, selon l'Enquête Nationale des Immigrants de 2007. Cependant, ce total n'était pas parmi les plus bas. Par sexe, les revenus des hommes boliviens et du reste de l'Afrique étaient inférieurs à la moyenne des hommes marocains (1.060 €/mois) y ceux des femmes de Bolivie, Equateur et Roumanie, étaient inférieurs à ceux des marocaines (795€). Il convient de rappeler que le salaire minimum officiel dans le pays cette année-là était de 7.988€/an et que le seuil de pauvreté était de 7.203 €. Les revenus *moyens* des travailleurs et travailleuses marocains étaient donc supérieurs à ces seuils, même si l'on peut aisément supposer qu'une partie de ladite population n'atteignait pas les niveaux cités. (Tableau 2)

Tableau 2. Revenus mensuels de la population immigrée, selon le pays de naissance (2007)

Pays de naissance	Tous	Homme	Femme
Allemagne	1.397,38	1.584,93	1.150,41
Royaume Uni	1.387,33	1.566,51	1.106,63
France	1.352,55	1.496,67	1.162,81
Argentine	1.252,26	1.446,60	976,24
Pérou	1.141,37	1.328,84	863,19
Portugal	1.123,14	1.261,87	873,17
TOUS	1.067,20	1.218,62	853,45
Maroc	1.017,21	1.060,85	795,34
Reste de l'Afrique	976,50	1.001,62	861,16
Colombie	973,81	1.191,80	816,26
Equateur	959,21	1.119,77	787,04
Roumanie	955,33	1.141,88	687,54
Bolivie	815,87	983,24	670,04

Source: élaboré par nos soins sur la base des données INE, ENI 2007

Par conséquent, **en plein cycle d'expansion, les migrants marocains qui se sont intégrés au marché du travail** (presque 90% des hommes et moins de la moitié des femmes adultes) **occupaient des postes de basse qualité** (moins de qualification, plus de travail saisonnier, salaires bas) **et enregistraient des taux de chômage supérieurs à ceux de la population autochtone et d'une grande partie de l'immigration étrangère.** Cependant cette précarité n'était pas incompatible avec le projet de s'installer durablement en Espagne: 85% prévoyaient de le faire en 2007, selon l'ENI; contre 5% qui avaient l'intention de retourner au Maroc ou d'émigrer vers un autre pays. Par ailleurs, 47% des hommes et 35% des femmes avaient l'intention de faire venir un parent en Espagne pour qu'il s'y installe. Il s'agissait donc d'**une population dont le projet de vie immédiat était centré sur un séjour permanent en Espagne.**

3. EFFETS DE LA CRISE

L'effet de la crise économique globale s'est traduit, dans le cas du marché du travail espagnol, par une stagnation des niveaux d'occupation depuis la deuxième moitié de 2007 et, ensuite, par une chute de l'emploi, à partir de la deuxième moitié de 2008. Par conséquent, nous pouvons conclure que la période 2008-2011 a été celle du développement de la crise de l'emploi. Entre 2007 et 2011, l'Espagne a enregistré la perte de 2,2 millions d'emplois, alors que la population active a augmenté de 910.000 personnes; donnant ainsi lieu à un accroissement du volume de chômage qui a d'abord atteint 3,1 millions pour ensuite dépasser 5 millions. Voyons quel a été l'effet de ce processus sur les migrants d'origine marocaine.

3.1. Diminution des flux migratoires

Selon les Statistiques des Variations Résidentielles (EVR), au cours du cycle expansif, le solde migratoire des citoyens marocains (entrées moins sorties) a augmenté de près de 40.000 personnes par an entre 2001-2003, et a atteint son maximum (75.000 personnes) en 2005. A partir de ce moment là, les flux ont conservé des valeurs importantes jusqu'en 2008 (entre 50.000 et 60.000); Par contre, **en 2009 on enregistre un changement de tendance significatif**: le solde net a chuté à 29.000 personnes et, en 2010, il n'a pas atteint le nombre de 11.000 personnes. Ce changement est le résultat d'une baisse brusque du nombre de personnes arrivées en Espagne (nous sommes passés de 93.000 en 2008 à 48.000 en 2010)⁴; cette chute a plus concerné les hommes (de 56.000 à 29.000) que les femmes (de 37.000 à 19.000). Pour ce qui est des sorties depuis l'Espagne, elles ont maintenu quasiment les mêmes niveaux depuis 2007 (un peu plus de 30.000 chaque année), malgré une tendance haussière en 2010. On observe aussi un comportement différent en fonction du sexe: depuis 2009 le solde migratoire des femmes est supérieur, malgré le fait qu'il soit en diminution, si on le compare à celui des hommes, qui a presque disparu en 2010 (Tableau 3 et Graphique 2).

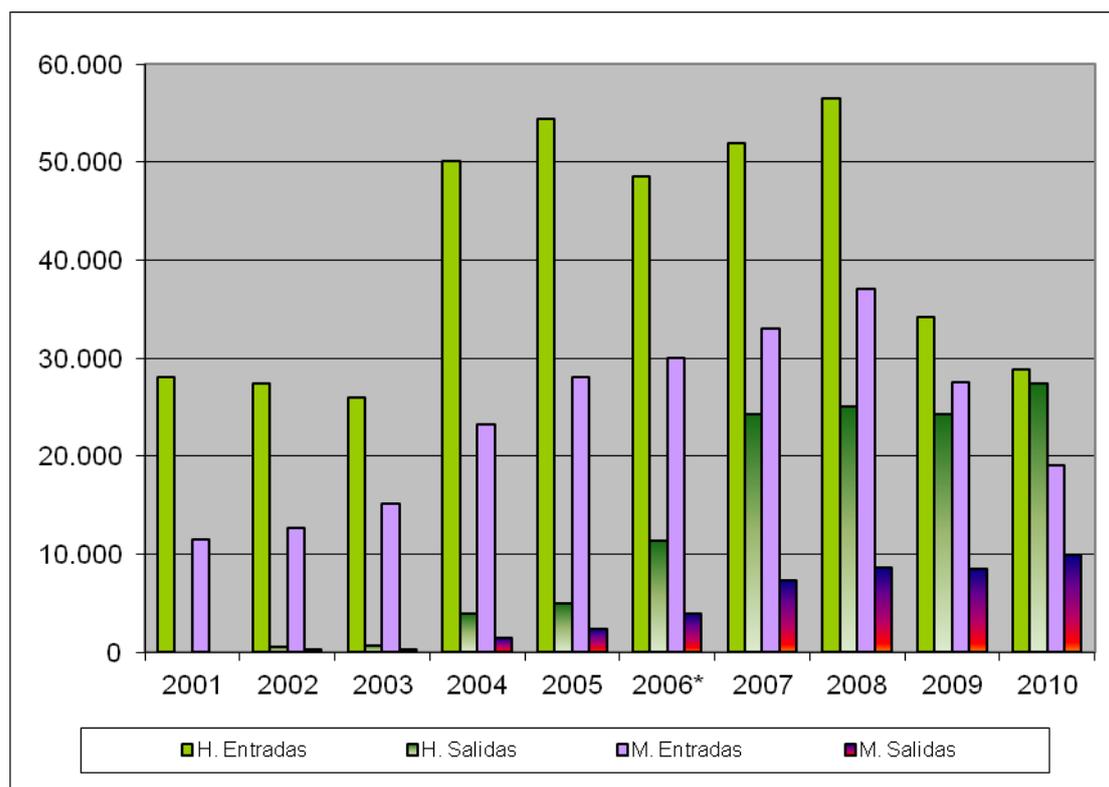
Tableau 3. Flux d'entrées et de sorties d' Espagne de personnes nées au Maroc

Année	ENTREES			SORTIES			SOLDE		
	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes
2006	78.512	48.520	29.992	15.318	11.333	3.985	63.194	37.187	26.007
2007	84.978	51.985	32.993	31.568	24.271	7.297	53.410	27.714	25.696
2008	93.623	56.514	37.109	33.774	25.141	8.633	59.849	31.373	28.476
2009	61.766	34.186	27.580	32.844	24.292	8.552	28.922	9.894	19.028
2010	47.938	28.831	19.107	37.387	27.480	9.907	10.551	1.351	9.200

Source: INE, Statistique Variations résidentielles.

Graphique 2. Flux d'entrée et de sortie d' Espagne de personnes nées au Maroc

⁴ Pour l'ensemble de l'immigration étrangère, la baisse du nombre d'arrivées s'est produite en 2008 (-24,7% par rapport à l'année 2007). Il est possible que le coût du déplacement entre le Maroc et l'Espagne, beaucoup moins cher que dans le cas des immigrés originaires d'Asie, d'Amérique Latine et du reste de l'Afrique, soit, aujourd'hui encore, un facteur facilitateur des flux, d'entrée et de sortie, entre les deux pays.



Source: INE, Estadísticas de Variaciones de Residencia.

Les données pour l'année 2011 suggèrent que ce processus a pu s'être accentué et a **générant é un solde négatif dans les flux migratoires entre le Maroc et l'Espagne sans précédent dans les dernières décennies**. D'autres estimations émises par l'Institut National des Statistiques indiquent que, déjà en 2010 un solde négatif avait été enregistré (-8.800 personnes) puisque l'entrée nette de presque 4.000 femmes n'avait pas compensé la sortie nette de 12.000 hommes de nationalité marocaine, principalement situés dans la tranche d'âge entre 16 et 39 ans. En 2011 le solde négatif t s'est accru atteignant un total de -22.000 personnes, encore une fois à cause des sorties d'hommes jeunes (-16.000) mais aussi d'hommes de plus de 40 ans (-5.000), tandis que le solde féminin était presque nul-. C'est au cours de cette dernière année que l'on enregistrera pour la première fois des cas d'émigration de retour de mineurs de moins de 16 ans des deux sexes et de femmes de 40 à 64 ans, même si leur ampleur est réduite (Tableau 4). En résumé, **la crise est devenue un frein et a provoqué une réversion modérée du solde migratoire, principalement chez les hommes jeunes**, étant donné que, à ce jour, le taux d'entrée des femmes se maintient, malgré des chiffres décroissants. .

Tableau 4. Estimation des flux d'entrée et de sortie en Espagne de personnes de nationalité marocaine (2010 et 2011)

Age	2010								
	Hommes et Femmes			Hommes			Femmes		
	Immigrés	Emigrés	Solde	Immigrés	Emigrés	Solde	Immigrés	Emigrés	Solde
Total	43.930	52.773	-8.843	24.714	37.470	-12.756	19.212	15.304	3.908
< 16	7.845	6.574	1.271	4.405	3.606	799	3.438	2.968	470

16-39	28.491	35.907	-7.416	16.342	27.085	-10.743	12.152	8.824	3.328
40-65	6.718	9.506	-2.788	3.613	6.478	-2.865	3.104	3.026	78
66 y +	876	786	90	354	301	53	518	486	32
2011									
Total	40.890	62.828	-21.938	22.494	44.605	-22.111	18.393	18.224	169
< 16	7.375	8.121	-746	4.044	4.502	-458	3.332	3.619	-287
16-39	25.566	41.255	-15.689	14.275	30.729	-16.454	11.293	10.525	768
40-65	6.890	12.450	-5.560	3.739	8.861	-5.122	3.151	3.591	-440
66 y +	1.059	1.002	57	436	513	-77	617	489	128
2010-2011									
Total	84.820	115.601	-30.781	47.208	82.075	-34.867	37.605	33.528	4.077
< 16	15.220	14.695	525	8.449	8.108	341	6.770	6.587	183
16-39	54.057	77.162	-23.105	30.617	57.814	-27.197	23.445	19.349	4.096
40-65	13.608	21.956	-8.348	7.352	15.339	-7.987	6.255	6.617	-362
66 y +	1.935	1.788	147	790	814	-24	1.135	975	160

Source: INE: Estimations de la population actuelle. Flux migratoires estimés, sur www.ine.es

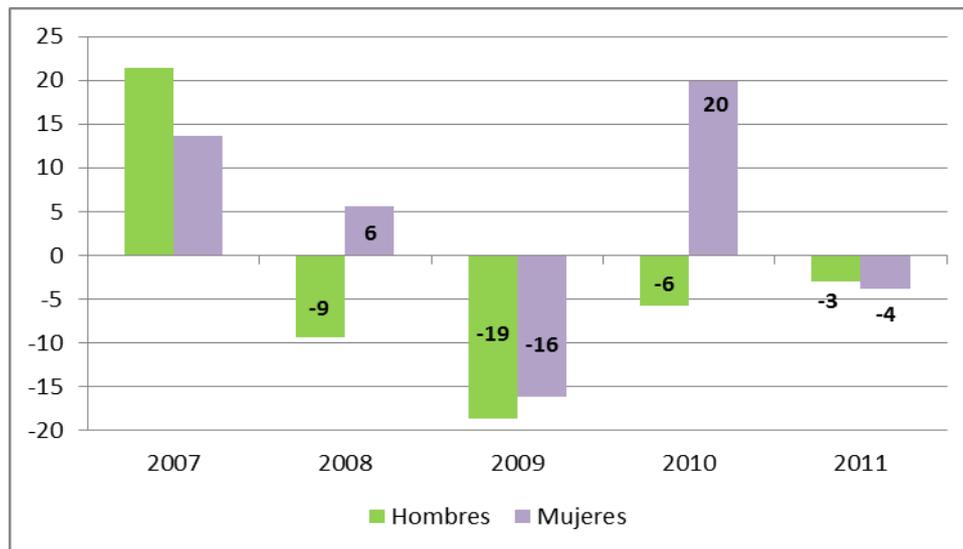
Les perspectives de prolongation de la crise économique actuelle ne nous permettent pas d'écarter la possibilité d'un processus de sortie massive des immigrés du pays. Cependant, ce processus ne s'est pas produit jusqu'ici et la majorité de la population d'origine marocaine maintient son projet de séjour permanent en Espagne. D'autre part, la persistance des inégalités du niveau de vie entre les deux rives de la Méditerranée tend à maintenir inchangées les attentes de certains segments de la population marocaine par rapport à leur émigration vers l'Espagne. Par conséquent, **la crise économique n'a pas produit initialement un mouvement substantiel de « retour » vers le pays d'origine mais a, par contre, provoqué une réduction de « l'effet d'appel » pour de nouveaux migrants.** Elle a probablement accéléré, et continuera à le faire dans un avenir immédiat, **les mouvements saisonniers entre les deux pays, des immigrés en situation régulière,** ce qui leur permet d'entrer et de sortir d'Espagne sans inconvénients, soit pour un retour plus ou moins temporaire de la part d'une partie de la population inactive, face à des situations économiques difficiles, soit comme option de refuge pour une population active sans emploi. L'un des indicateurs qui appuient l'existence de ces mouvements est que, actuellement, le nombre de marocains recensés en Espagne (en tant qu'habitants dans une commune) est inférieur à celui des personnes détentrices d'un permis de séjour; ce qui signifie qu'une partie des migrants détenteurs d'une carte de séjour en Espagne n'y résident pas, soit parce qu'ils sont retournés au Maroc ou bien parce qu'ils se sont déplacés vers un autre pays, même s'ils peuvent s'y réinstaller sans problèmes légaux. Les chiffres officiels comptent, pour l'année 2010, 12.000 personnes dans cette situation et plus de 36.500 personnes pour l'année 2011. Pour le reste, **à court terme, on peut prévoir un flux de retour, mais qui n'affectera pas le plus gros de la population émigrée.** A moyen terme, l'évolution dépendra de la portée de la crise de l'emploi et des effets des politiques de coupes affectant les droits sociaux (facilités de licenciement, perte de pouvoir syndical dans les négociations des conditions de travail et de salaire, détérioration des services de santé et d'enseignement publics, incapacité de faire face aux frais de logement, etc.) en Espagne, comme elle dépendra aussi des possibilités de

réinsertion professionnelle dans l'économie marocaine de ceux qui envisageront de quitter l'Espagne.

3.2. Très forte baisse des postes d'emploi, surtout chez la population masculine

Les dernières années du cycle de croissance économique ont enregistré une forte augmentation de l'emploi (46% en 2006 et 20% en 2007). C'est en 2008 que s'est fait sentir le premier coup de la crise, avec une perte de 9,4% de l'emploi masculin (27.900 postes d'emploi); cependant, le nombre de femmes occupées a augmenté à 5,6% (4.200 emplois). La baisse majeure s'est produite en 2009 et a touché les deux sexes: 18,7% des hommes (50.000) et 16,1% des femmes (13.000) occupées l'année précédente sont devenues des travailleuses sans emploi. Au cours des deux années suivantes, la tendance baissière de l'emploi masculin s'est maintenue (6% en 2010, 3% en 2011) mais dans le cas des femmes, l'année 2010 a été celle de l'augmentation de l'occupation (13.000, à peu près 20% par rapport aux chiffres de l'année 2009), suivie en 2011 par une nouvelle régression (-3,8%). Le solde net de la crise sur ces quatre années (2008-2011) s'est traduit par **la perte de 95.000 emplois, ce qui équivaut à 25,7% des emplois existants avant le début de la crise.** Mais, les conséquences ont été différentes, en fonction du sexe des travailleurs: les hommes ont perdu 33% des postes de travail qu'ils occupaient (près de 97.000) tandis que le bilan des femmes était modérément positif: une augmentation de 2,7% (presque 2.000 postes d'emploi).

Graphique 3. Variation interannuelle du volume d'emploi selon le sexe (en %)



Hombres//Femmes

Source: INE, Enquête sur la Population Active (EPA).

Ce premier bilan global des conséquences de la crise sur l'emploi peut être encore plus nuancé, si l'on distingue les différents types d'emploi: les salariés avec un contrat saisonnier, les salariés avec un CDI (contrat à durée indéterminée) et les travailleurs pour leur propre compte (indépendants, non salariés).

► **Salariés saisonniers:** en 2007 ils représentaient 57% des travailleurs occupés, ils étaient 51% en 2011. Ces emplois ont été les plus touchés au début de la crise. En 2008 18% des emplois qu'occupaient les hommes ont disparu et 13% de ceux qu'occupaient les femmes; 2009 a été une année catastrophique pour les hommes (une deuxième forte baisse de -35%), par contre, la crise n'a pas eu le même effet sur les travailleuses saisonnières (-2,8%). En 2010 la perte d'emplois masculins a continué (-7%) tandis que les femmes ont enregistré une légère hausse (3%), qui en 2011 s'est étendue aux deux sexes (18% pour les hommes et 24% pour les femmes). En résumé: **le début de la crise a déclenché une forte baisse du travail saisonnier:** 51% dans le cas des hommes (entre 2008-2010) et 15% dans celui des femmes (en 2008-2009); **cependant, ce type d'occupation a enregistré une hausse significative en 2011**, ce qui a fait diminuer le taux de perte d'emplois occupés par les hommes (-42% par rapport à 2007) et qui a permis d'atteindre le record des femmes occupées (39.000), soit 9% de plus par rapport au début de la crise.

► **Salariés en CDI:** en 2007, 35% des marocains occupaient ce type d'emploi, en 2011 ils sont 41%. Ces emplois ont été affectés tardivement et les pertes ont été moins significatives. Concernant les hommes, la destruction des emplois n'a commencé qu'en 2010 et elle a atteint son paroxysme en 2011; au total, 16% de l'emploi existant a été

perdu. Dans le cas des femmes l'évolution a subi quelques variations: chutes des pourcentages en 2009 et 2011, récupération en 2010, mais le bilan reste négatif (l'emploi a baissé de 6%). En résumé: **hommes et femmes ont enregistré une perte d'emploi, particulièrement en 2011** (près de 24.000 postes d'emploi) **tout en assistant simultanément à une hausse de l'occupation saisonnière** (environ 23.000 emplois). Ces données suggèrent que, dans un premier temps, la crise a provoqué la destruction de l'emploi saisonnier avant d'engendrer un « transfert » depuis les emplois en CDI vers les emplois saisonniers.

L'évolution différente qu'ont connu les deux segments de l'emploi salarié a généré des altérations au niveau du taux de travail saisonnier (pourcentage de saisonniers sur le total des salariés). En 2005, en plein cycle d'expansion, cet indicateur atteignait les 66% des salariés des deux sexes ; après l'apparition de la crise, une importante baisse a été ressentie (49% pour les hommes en 2009, et 41% pour les femmes en 2010), mais en 2011, une nouvelle augmentation a changé la donne: 56% pour les hommes, 54% pour les femmes. Par conséquent, après la forte hémorragie de l'emploi, surtout masculin, le travail saisonnier est une voie qui ne peut être que partiellement empruntée par les salariés, pour un travail aujourd'hui plus précaire et qui assure moins de droits sociaux qu'auparavant.

► *Travailleurs indépendants (non salariés)*: en 2007 comme en 2011 ils représentaient 8% des travailleurs occupés d'origine marocaine en Espagne. Dans ce segment minoritaire, la prédominance masculine est importante, bien qu'elle ait subi des modifications suite à la crise. Chez les hommes, ce type d'emploi a enregistré une hausse entre 2005 et 2008, puis il a stagné pendant les premières années de la crise, pour tomber en chute libre en 2011; le bilan final est la perte de près de 40% de l'emploi existant. Chez les femmes la chute a commencé en 2008, suivie par une récupération partielle en 2010 ; finalement, le bilan de quatre années de crise s'est soldé par la perte de 29% de l'emploi féminin indépendant.

3.3. Accroissement des formes précaires d'emploi en CDI

La fait seul d'établir une distinction entre recrutement saisonnier et à durée indéterminée ne suffit pas à décrire la qualité de l'emploi; même si, en principe, un travail fixe assure la stabilité et permet une meilleure négociation des conditions de travail, il existe des circonstances où cela ne se vérifie pas. C'est le cas, par exemple, des personnes qui travaillent à temps partiel pour des raisons indépendantes de leur volonté, celles qui occupent des postes fixes discontinus –qui ne travaillent que quelques mois dans l'année- ou des personnes qui sont à la recherche d'un autre emploi parce qu'elles ne sont pas satisfaites de leurs conditions de travail actuel ou les personnes en pluriactivité (avec plus d'un emploi). L'évolution de ces figures depuis le début de la crise, montre une importante différenciation selon le sexe des travailleurs..

Le nombre de salariés qui travaillent **temps partiel** a augmenté de façon exponentielle: en 2007, ils représentaient 3,8 des travailleurs en CDI et 13,5% en 2010; cette évolution a été très significative chez les femmes occupées (elles sont passées d'un taux de 9,9% à 33%). Il est souvent affirmé que l'emploi à temps partiel offre des opportunités ' d'obtention de revenus aux personnes qui ont d'autres intérêts ou obligations; cependant, la journée réduite est tout aussi fréquemment une source de revenus bas et, dans beaucoup de cas, elle n'est pas le produit d'un choix librement fait par les travailleurs, mais plutôt une situation imposée. C'est d'ailleurs cette situation qui domine parmi les travailleuses marocaines. En 2010, 21% des salariées avec un travail à durée indéterminée travaillaient à temps partiel (mi-temps) parce qu'elles n'arrivaient pas à trouver un autre emploi et 8% parce qu'elles avaient des obligations familiales qui les empêchaient de travailler pendant plus d'heures; au total, presque 30% des femmes travaillent à temps partiel pour des raisons indépendantes de leur volonté et qui ne répondent pas à leurs attentes personnelles. L'emploi à temps partiel non souhaité affecte aussi les hommes, et de manière croissante avec la crise, mais à des niveaux beaucoup moins élevés: 4% des salariés ayant signé un contrat à durée indéterminée sont dans cette situation. En quelques mots, la crise a provoqué l'augmentation du pourcentage de salariés forcés de travailler à temps partiel, du fait qu'ils n'arrivent pas à trouver un autre type d'emploi.

Une autre hausse a été enregistrée, même si elle a été moins importante. Il s'agit de la proportion des **salariés fixes à emploi discontinu**, c'est à dire, les travailleurs qui n'ont de travail stable que lorsqu'on leur offre un emploi et qui, donc, n'ont de salaire que pendant certaines périodes; par conséquent, leurs revenus sont insuffisants pour les maintenir à flot pendant toute l'année, ce qui les contraint à recourir aux allocations sociales et aux emplois temporaires, souvent dans des conditions irrégulières. Ce segment représentait 4,9% du total des salariés en CDI en 2007, avant de doubler (jusqu'à 10%) en 2011. Chez les hommes le pourcentage est passé de 5,3% à 11,6% et chez les femmes, de 3,8% à 7%.

Les situations de **pluriactivité** n'ont pas connu de grandes variations, puisqu'en pleine crise, le pourcentage de ce segment est resté inchangé par rapport au chiffre de la période d'expansion (environ 2% des salariés à poste fixe). Par contre, nous avons assisté à une importante redistribution en fonction du sexe: jusqu'en 2007 cette situation était plus fréquente chez les hommes (2,8% vs. 1% des femmes) mais l'évolution de la crise a rendu cette situation moins fréquente chez les hommes et bien plus habituelle chez les femmes (1% vs. 5%, respectivement).

Cet ensemble d'éléments nous indique clairement que, **même si l'emploi salarié à durée indéterminée n'a subi qu'une légère baisse pendant les premières années de la crise, cette situation a simultanément été accompagnée par une croissance des occupations de qualité moindre, et ce plus particulièrement chez les femmes.** Suite à cela, en 2010, on relève que sur 100 femmes marocaines ayant signé un contrat fixe, 28 travaillent à temps partiel (dans la majorité des cas, contre leurs propres attentes), 10 sont des salariées fixes à emploi discontinu et 5 autres sont en pluriactivité (ce qui

signifie que leurs revenus sont insuffisants). Au total, plus de 40% des femmes marocaines et 15% des hommes salariés avec un contrat fixe sont dans des conditions de travail précaires.

Cette dynamique a d'abord généré une hausse du pourcentage des travailleurs occupés **qui cherchent un autre emploi**. Chez les femmes cette situation s'est tout spécialement accentuée en 2009 (de 6,8 à 13% des occupées) et chez les hommes, l'augmentation n'a été enregistrée qu'en 2010 (de 2,4% à 5,3%). Cependant, en 2011 nous assisterons à une baisse des pourcentages chez ce groupe (3,4% pour les hommes et 4,7% pour les femmes) en raison du manque de possibilités de mobilité professionnelle, face à une crise de l'emploi de plus en plus persistante. **Dans un premier temps, le volume des personnes souhaitant améliorer leur situation professionnelle a augmenté. Actuellement, ce sont le découragement et le manque de motivation pour la réalisation des attentes qui prédominent.**

3.4. Emploi déclaré et en conditions irrégulières

L'une des particularités le plus souvent mentionnées lorsqu'on se réfère aux économies du sud de l'Europe, c'est l'importance de l'emploi irrégulier. Par définition, elle ne peut pas être mesurée dans sa totalité sur la base des statistiques officielles, et il n'existe pas non plus d'études mises à jour concernant son ampleur et ses caractéristiques. Néanmoins, nous disposons d'un indicateur qui peut nous fournir quelques pistes: la comparaison entre le volume de travailleurs occupés relevé par l'EPA et les inscriptions au registre du système de Sécurité Sociale qui s'effectuent à la signature de tout contrat de travail. La cotation entre ces deux sources nous indique qu'en 2007, à la fin du cycle expansif, l'Espagne a atteint le niveau maximum de travailleurs occupés non inscrits à la Sécurité Sociale: 30% de la main d'œuvre marocaine, c'est-à-dire, près de 104.000 travailleurs occupés.

Tableau 5. Evolution de l'emploi régulier et irrégulier (2005 – 2011)

Année	Inscrits à la CNSS	Sans		Variation avec SS	Variation sans SS
		Sécurité Sociale	% irrégularité		
2006	224.138	54.248	19,5
2007	240.254	103.980	30,2	7,2	91,7
2008	232.766	81.649	26,0	-3,1	-21,5
2009	201.426	51.646	20,4	-13,5	-36,7
2010	194.330	64.982	25,1	-3,5	25,8
2011	185.081	66.400	26,4	-4,8	2,2

Source: élaboré par nos soins sur la base des données INE, EPA et MTIN, Bulletin des Statistiques du Travail.

Certes, la crise a détruit 95.000 postes d'emploi, mais l'effet n'a pas été le même chez les personnes qui occupent un emploi régulier ou irrégulier: la diminution a été de 55.000 et de 40.000 emplois respectivement; en termes

relatifs, la crise a provoqué la perte de 23% de l'emploi régulier et de 36% de l'emploi non saisi dans les registres de la sécurité sociale. Ces chiffres confirment qu'une grande partie des postes de travail perdus étaient parmi les plus précaires de la structure professionnelle (saisonniers, irréguliers). Ils démontrent surtout, que 40% des personnes qui ont perdu leur emploi étaient sans droits et n'avaient donc pas accès aux allocations de chômage (Tableau 5). Par ailleurs, le comportement saisonnier de chaque segment démontre que l'impact initial (2008-2009) a principalement touché les travailleurs avec des emplois non déclarés, qui ont perdu 50% de leurs effectifs ; cependant, en 2010, leur nombre a augmenté, tandis que la baisse des emplois en situation régulière continuait. Ainsi, **entre 2009 et 2011 on enregistre une sorte de "transfert" ou transvasement depuis l'emploi régulier (perte de 16.000 emplois) vers l'emploi non déclaré (augmentation de 15.000 occupés).**

3.5. Hausse du taux de l'activité féminine

L'immigration marocaine présente un tableau spécifique en raison du faible du taux d'activité de sa population féminine; en 2005, tandis que 90% des hommes en âge de travailler étaient économiquement actif, les femmes n'atteignaient guère 40%, en raison du fait que la majorité s'occupaient des tâches ménagères et de des membres de leur famille⁵. Au cours des dernières années de croissance économique, les taux d'activité des deux sexes ont enregistré une légère tendance décroissante, qui a atteint ses valeurs minimum en 2009, l'année qui a connu la plus forte perte d'emplois; à l'époque, le taux était de 87,6% chez les hommes et de 42,2% chez les femmes. La réponse à la crise s'est traduite par une légère augmentation de l'activité masculine (jusqu'à 84% en 2011) et par un **très fort accroissement de l'activité féminine** (jusqu'à 52,3% en 2011). Dans ce cas de figure, la crise a eu des effets différenciés en fonction du genre: la forte perte de l'emploi a renforcé le découragement chez les hommes, tandis qu'elle a favorisé l'insertion professionnelle des femmes qui, en partie, pour se procurer Les revenus perdus par les hommes de leur famille.

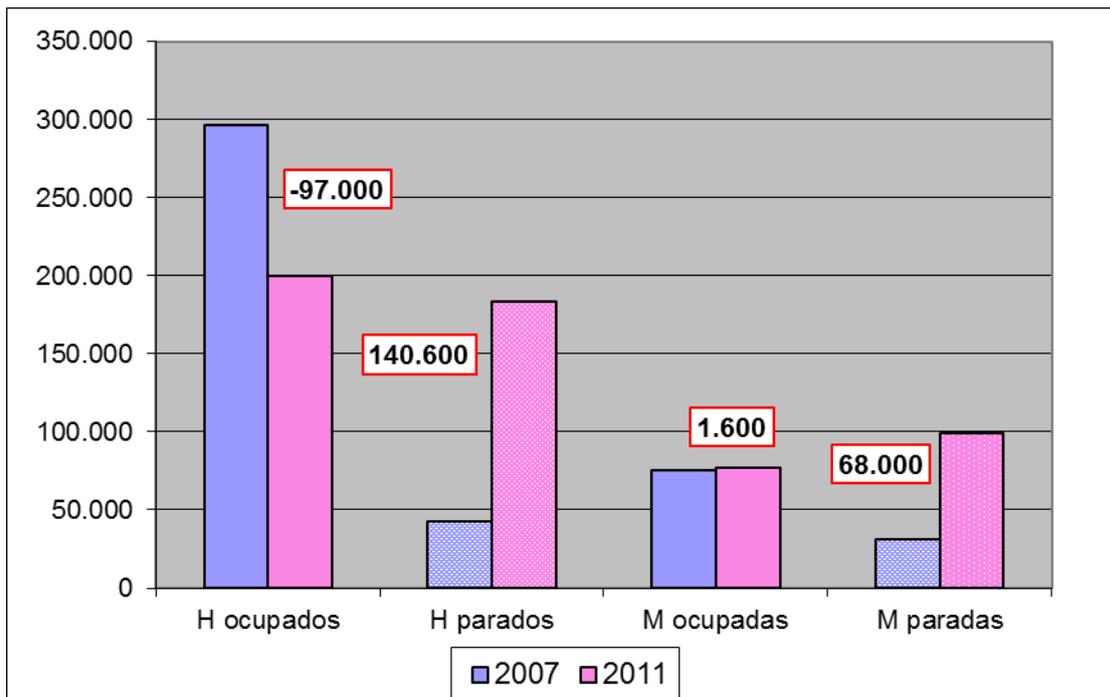
3.6. Forte hausse du chômage des hommes et des jeunes

Le résultat d'une population active qui se maintient ou qui grandit et d'une forte chute de l'occupation professionnelle est l'importante augmentation des taux de chômage. En 2007, sur chaque 100 marocains en âge de travailler, 13 hommes et 30 femmes étaient sans emploi; ce sont là des chiffres élevés, compte tenu du fait qu'à ce moment là, le taux de chômage de l'ensemble de la population espagnole était de 8,3% (16,6% pour les marocains et marocaines). L'impact de la crise a été dévastateur sur cette tranche de population (Graphique 4), à partir de 2008 les chiffres ont rapidement augmenté, surtout entre 2008-2009 et ensuite la tendance haussière a faiblement ralenti mais s'est maintenue en 2010-2011. Le résultat est qu' **en 2011 plus de la moitié de la population**

⁵ Cette situation est en contraste avec celle des femmes des autres groupes d'immigrées en Espagne: le taux d'activité des originaires d'Amérique Latine est d'environ 82% et celui des européennes non communautaires est de 78%.

active est sans emploi (le taux de chômage est de 50.7%). Le chômage masculin a grimpé de 17% à 48% et chez les femmes il est passé de 31,6% à 56,5%. En termes absolus, en 2007, on comptait 42.600 hommes et 31.300 femmes sans emploi; en 2011 les chiffres ont augmenté et sont passés à 183.200 hommes et 99.400 femmes. Par conséquent, en quatre années, le nombre de chômeurs a augmenté à 140.600 hommes et 68.000 femmes.

Graphique 4. Travailleurs occupés et sans emploi marocains, hommes et femmes (2007 et 2011)

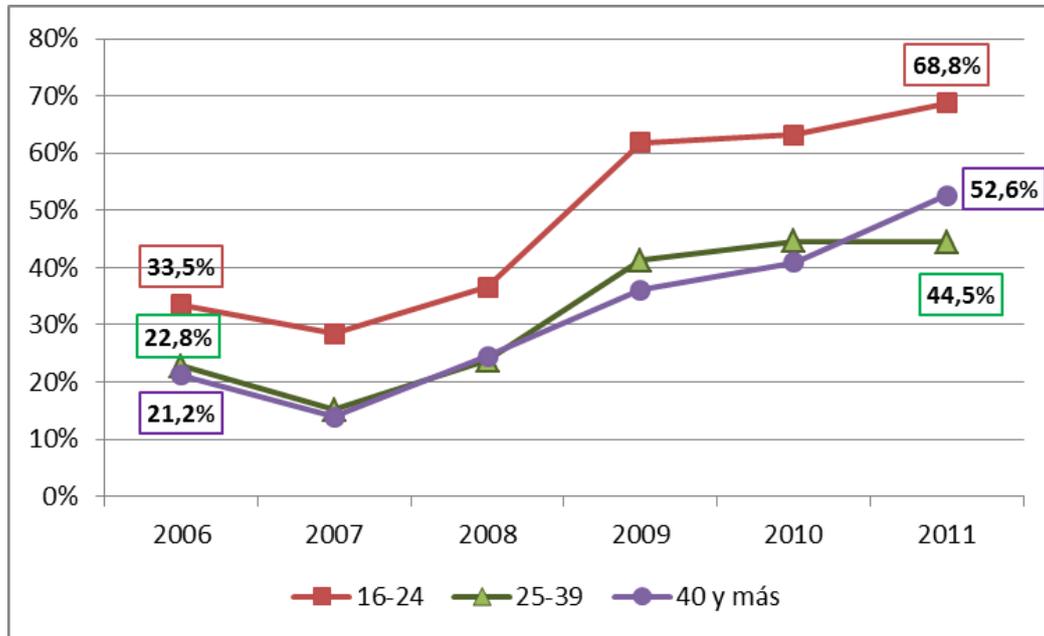


Femmes occupées/Femmes sans emploi
Source: INE, Enquête de la population Active

Même si le taux de chômage de l'ensemble de la population active marocaine est très haut (50,7%) la situation est beaucoup plus préoccupante dans le cas des jeunes, âgés entre 16 et 24 ans. Pendant la période expansive, près d'un tiers des jeunes actifs étaient sans emploi, mais, depuis 2009, les chiffres dépassent les 60% et en 2011 ils atteignent 68,8% (Graphique 5). En conclusion, **actuellement plus de deux tiers des jeunes marocains émigrés en Espagne sont sans emploi**. Ces chiffres mettent en relief les difficultés que rencontre la jeune génération pour trouver un emploi, situation qui devrait attirer l'attention des administrations publiques sur la nécessité de prendre les mesures correspondantes, sans quoi nous courons le risque de nous retrouver face à une « génération perdue » et, éventuellement, à un renforcement de la marginalité et des conflits sociaux. Dans les groupes de tranche d'âge moins jeune, le problème est moins grave, même s'il atteint des niveaux inquiétants: pendant le cycle d'intensification de la crise, le taux de chômage était similaire chez les 25-39 ans et les 40-64 ans, mais en 2011 la

situation des travailleurs de 40 ans et plus a empiré (52,6% de chômage) par rapport au groupe de 25-39 ans (44,5%). Ceci veut dire que le chômage des jeunes s'ajoute au problème de la hausse du taux de chômage de la génération de leurs pères.

Graphique 5. Taux de chômage par tranche d'âge (2006-2011)



40 et plus

Source: élaboré par nos soins sur la base des données INE, EPA.

3.7. Chômeurs-Sans emploi et chercheurs d'un premier emploi

Au sein de l'ensemble de la population au chômage, il convient de distinguer deux groupes ayant des caractéristiques différentes: le groupe des personnes ayant déjà une expérience professionnelle et celui des personnes qui n'ont pas encore eu de premier emploi. Dans le premier, en plus d'un CV plus ou moins long, ils ont éventuellement été inscrits au registre de la Sécurité Sociale, ce qui leur donne accès à des droits sociaux. Par contre, dans le deuxième groupe, ils n'ont pas cette possibilité: ils sont présents sur le marché du travail mais leur seule expérience se limite à la recherche active d'un emploi. Le comportement de ces deux groupes a été différent en réponse à la crise: **pendant les deux premières années (2008-2009), le premier groupe, celui des chômeurs avec une expérience professionnelle a enregistré une hausse bien plus importante (78% par an) que celle du deuxième groupe, à cause de la destruction des postes d'emploi; par contre, en 2010-2011 c'est le deuxième groupe, celui des chômeurs sans expérience professionnelle qui a le plus subi les déboires de la crise**, et ce, en partie à cause de l'entrée de jeunes en âge de travailler mais, surtout, à cause des personnes qui avant étaient inactives et qui ont été motivées par la crise à entrer en scène. Entre 2007 et 2011 ce groupe est passé de 15.000 à 51.000 personnes, en raison d'une augmentation particulière du nombre de femmes (de 9.300 à 33.200) qui

équivalait quasiment au double de celui des hommes (de 5.900 à 18.000). Cette évolution est nettement en rapport avec l'augmentation précédemment mentionnée de l'activité féminine: face à la perte d'emploi des hommes, dès 2008 le chiffre de femmes à la recherche d'emploi augmente et, comme le démontrent encore aujourd'hui les chiffres, certaines continuent à essayer de trouver un travail, sans succès. Entre 2007 et 2011 le pourcentage de chômeurs sans expérience professionnelle a diminué chez les hommes (de 14% à 10%) mais il a augmenté chez les femmes (de 30 à 34%).

Graphique 6. Sans emploi avec et sans expérience professionnelle selon leur sexe (2006-2011)



Hombres // Femmes

Avec expérience // Sans expérience

Sources: élaboré par nos soins sur la base des données INE, EPA.

3.8. Accroissement du chômage de longue durée et hausse des foyers dont tous les membres actifs sont sans emploi

En plus de l'accroissement du volume de travailleurs sans emploi, celui des personnes qui sont dans cette situation depuis un an ou plus a aussi augmenté. Le chômage de longue durée est particulièrement important, puisque plus le laps de temps sans emploi est grand, plus petites sont les chances de réintégrer le marché du travail; en plus, les situations de précarité peuvent s'aggraver encore plus, lorsque le travailleur a reçu toutes ses indemnités de chômage⁶, ce qui met ces personnes dans des situations délicates (octroi ou non d'allocations non contributives) ou bien même les condamner à l'indigence. En plus de l'accroissement du volume des sans emploi, la crise a généré

⁶ Pour pouvoir percevoir une prestation contributive pendant une période dépassant une année il faut avoir cotisé à la sécurité sociale pendant au moins trois ans (1.080 jours), inclus les six mois précédant la demande d'indemnités chômage.

l'augmentation du pourcentage de chômeurs de longue durée (Tableau 6): en 2008 ils représentaient moins d'un cinquième (17%) des sans emploi et en 2011 ils représentent plus de la moitié du total (58%). L'aggravation de la situation a été bien plus évidente chez les hommes, dont les pourcentages se sont enflammés (de 13% à 59%); dans le cas des femmes, leur situation de départ était déjà difficile, c'est pourquoi sa détérioration n'a pas été aussi intense (de 24% à 56%). Aujourd'hui elles sont un peu moins touchées par cette situation que les hommes. En d'autres termes, **l'accroissement du chômage a été simultanément accompagné par une forte augmentation du taux de chômeurs de longue durée**; en 2011, 123.000 hommes et 65.000 femmes se trouvent dans cette situation extrêmement difficile.

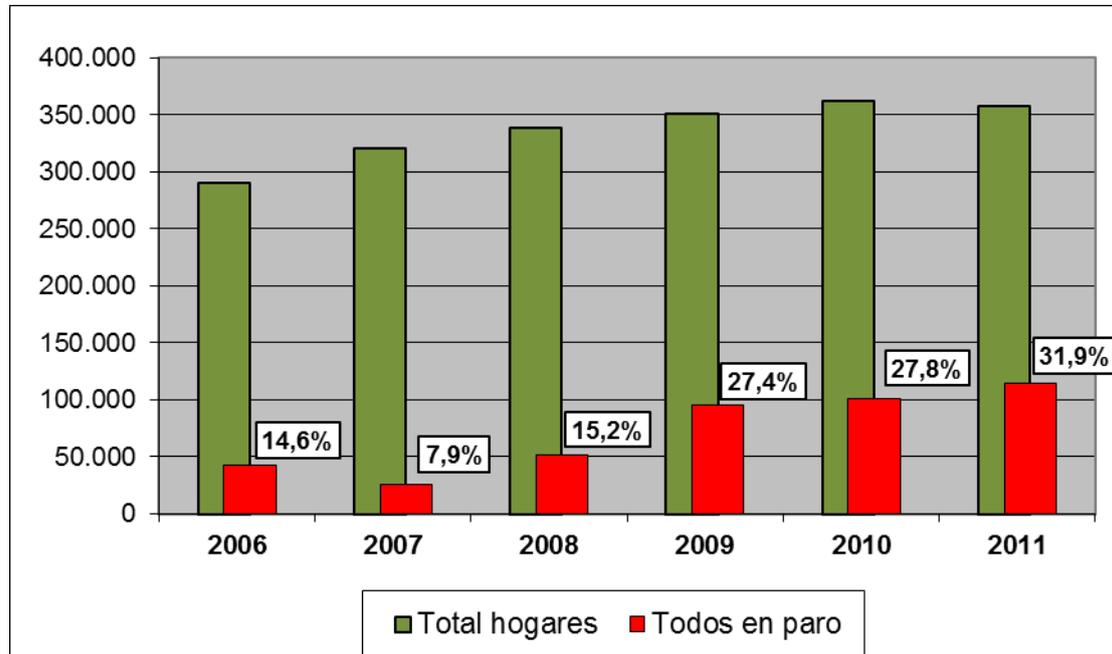
Tableau 6. Chômeurs de longue durée. 2006-2011 (% sur le total des sans emploi)

Année	Hommes	Femmes	Total
2006	21,3	34,4	26,1
2007	17,7	29,5	22,1
2008	12,7	24,4	16,8
2009	26,9	32,8	28,8
2010	48,3	46,6	47,7
2011	59,1	55,7	57,9

Source: INE, Enquête de la Population Active

Jusqu'ici l'information concernait les individus sans emploi. Cependant, les circonstances personnelles des chômeurs varient en fonction de leur situation familiale ; il est évident que les problèmes sont moins graves lorsqu'il n'y a qu'une personne sans emploi dans une cellule familiale qui compte d'autres travailleurs occupés, contrairement aux cas dramatiques, des cellules familiales où tous les membres actifs sont sans emploi. Le *nombre de foyers* (ou cellules familiales) où la personne principale est née au Maroc et est âgée de moins de 65 ans a augmenté et est passé de 290.700 en 2006 à 361.800 en 2010 avant de descendre à 357.500 en 2011. Le nombre de *foyers où tous les membres actifs sont sans emploi* a connu une baisse en 2007, avec 27.000 foyers, qui correspondaient à 7,9% du total. Depuis, une forte augmentation a été enregistrée, surtout au cours de l'année 2009; **actuellement, près d'un tiers des foyers (32%, approximativement 114.000 cellules familiales) sont dans cette situation.** (Graphique 7). Pour mettre ces données en perspective il convient de rappeler que cette situation est aussi vécue par 15,3% des foyers d'immigrants et par 9,1% des foyers dont le chef de famille est de nationalité espagnole. Ces chiffres mettent clairement en relief l'évidente situation d'urgence sociale, et jettent la lumière sur l'ampleur de la crise au sein des foyers d'immigrants marocains, qui représentent 2,8% du total des foyers existants dans le pays et 7,9% des foyers dont tous les membres actifs sont sans emploi.

Graphique 7. Foyers (cellules familiales) où tous les membres actifs sont sans emploi. 2006-2011 (en n° et %)



Total foyers (cellules familiales)

Tous sans emploi

Source: élaboré par nos soins sur la base des données INE, EPA.

3.9. Prestations sociales pour les sans emploi: elles augmentent avec la crise mais restent insuffisantes

L'Enquête de la Population Active recense toutes les personnes en situation de chômage, indépendamment de leur situation administrative. Cependant, le système de protection sociale ne s'applique qu'à celles qui respectent certaines exigences: tout d'abord, être en situation de séjour régulière, deuxièmement, avoir cotisé à la sécurité sociale, afin d'accéder à certains bénéfices. Le Ministère de l'Emploi et de la Sécurité Sociale (avant « du Travail et de l'Immigration ») élabore des statistiques qui permettent de connaître le nombre d'immigrants qui perçoivent des indemnités économiques suite à la perte de leur emploi. Ces données se basent sur la nationalité des bénéficiaires, par conséquent, il n'est pas possible de connaître la situation des migrants marocains qui ont acquis la nationalité espagnole.

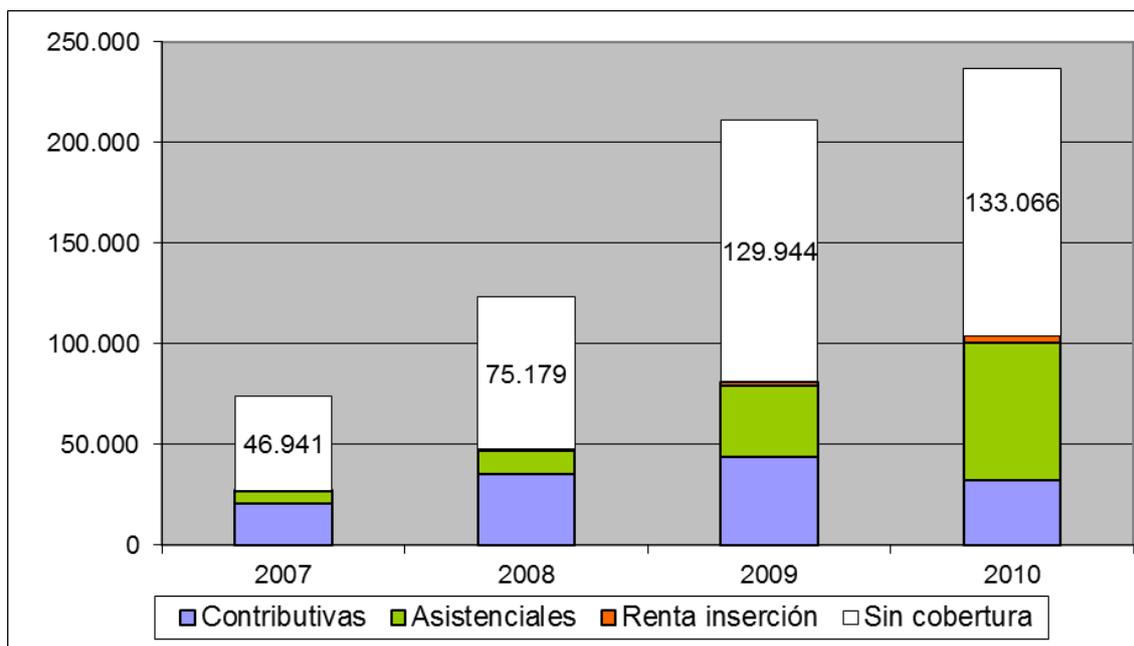
Au fur et à mesure qu'augmentait le taux de chômage chez les immigrants marocains, le nombre de bénéficiaires d'indemnités de chômage a lui aussi augmenté: de 27.000 en 2007 à 104.000 en 2010. Si nous comparons ces chiffres au nombre total de travailleurs sans emploi recensés par l'EPA, nous pouvons aisément en conclure que le taux de couverture sociale (personnes qui bénéficient de prestations sociales –indemnités ou allocations- par rapport au

nombre total de chômeurs) a subi une augmentation: 36,6% en 2007, 38,5% en 2008 et 2009 puis 42,9% en 2010. Ces chiffres suggèrent que la portée de la couverture sociale au profit des sans emploi a été maintenue en début de crise et qu'elle s'est amplifiée en 2010, ce qui, dans un premier temps et au premier abord, est un bilan positif. Cependant, si on y regarde de plus près, la lecture des données nous oblige à apporter quelques nuances suite à cette première conclusion. Le système de protection face au chômage en Espagne distingue deux types de prestations sociales contributives (on y a droit en fonction de la durée de temps et du montant cumulé des cotisations prélevées au cours de la vie professionnelle) et les prestations d'aide sociale (octroyées par l'état de façon discrétionnaire, au profit des personnes ayant déjà perçu toutes leurs indemnités de chômage, c'est à dire, qui ont déjà épuisé toutes leurs prestations contributives), qui prévoient en cas extrême les allocations d'insertion (pour les personnes sans ressources). Même s'il varie en fonction des cotisations effectuées, le montant du premier type de prestations est généralement nettement supérieur à celui du deuxième type d'aide. Ceci dit, l'information disponible indique qu'en 2010 il y a eu une diminution des prestations contributives (de 43.469 à 32.289) et une forte augmentation des prestations d'aide sociale (de 35.886 à 68.354). Ce changement découle, d'une part, du fait que les chômeurs de longue durée ont déjà perçu toutes les indemnités chômage auxquelles ils avaient droit et, du fait qu'un système d'aide spéciale a été mis en place (426 euros mensuels pendant six mois) et lancé par le gouvernement au pouvoir cette année-là⁷. En d'autres termes: **diminution de la protection ou prestations de meilleure qualité et augmentation des aides minimum.**

D'autre part, même si son pourcentage par rapport au total a baissé, il faut aussi comptabiliser le grand nombre de sans emploi qui ne perçoivent aucune aide de la part du système public, aucune indemnité ou allocation: ce groupe n'a cessé de croître et en 2010, il atteignant le chiffre de 133.000 chômeurs sans revenus ([Graphique 8](#)).

Malgré le fait que le détail par nationalités pour l'année 2011 n'a pas encore été publié, les données déjà disponibles et correspondant à l'ensemble de la population sans emploi en Espagne, indiquent une nouvelle aggravation de la situation, dans un contexte où les prestations contributives enregistrent une diminution modérée, tandis que les prestations d'aide sociale s'effondrent: en 2010, 37 sur 100 étrangers sans emploi percevaient une allocation d'aide sociale, mais en 2011 leur nombre est descendu à 15; par conséquent, on peut supposer que les bénéficiaires de nationalité marocaine ont aussi du connaître une baisse dans les mêmes proportions, ajoutant ainsi 30.000 personnes en plus au groupe des sans revenus.

⁷ Le dénommé Programme Temporel de Protection face au Chômage et pour l'Insertion (PRODI).

Graphique 8. Population sans emploi selon le type de prestation perçue (2007-2010)

Contributives//D'aide Sociale// Aide à l'insertion//Sans couverture Sociale

Source: élaboré par nos soins sur la base des données du Min. de l'Emploi et de la Sec. Sociale, Annuaire des Statistiques du Travail et INE, Enquête de la Population Active

3.10. Pauvreté et conditions de vie

Les circonstances professionnelles mentionnées jusqu'ici ont pour effet une dégradation des conditions de vie d'un segment significatif de la population d'origine marocaine. Malheureusement, dans ce domaine il n'existe pas d'information précise par nationalité ou par pays d'origine de la population; nous ne comptons que sur des indices approximatifs, relatifs à de grandes zones géographiques d'origine, qui peuvent nous fournir certains éléments d'information indirects. A titre d'exemple nous citerons les données obtenues dans le cadre de l'Enquête sur les Conditions de Vie, qui permet de quantifier la population qui se trouve en situation de pauvreté monétaire, c'est-à-dire, qui reçoit moins de 60% du revenu moyen du pays de résidence⁸. Les données permettent de distinguer la nationalité de la personne de référence du foyer : espagnols, européens communautaires et étrangers du « reste du monde », parmi lesquels est incluse l'immigration marocaine. L'information disponible (Tableau 7) s'arrête à l'année 2009, qui correspond dans le temps à la deuxième année de la crise et qui s'est traduite par la plus importante perte d'emplois, c'est pourquoi nous ne pouvons qu'avoir une vue partielle sur les conditions de vie actuelles de la population⁹; une information sur le taux de pauvreté pour l'année 2010 est disponible, mais sans le détail par nationalité. A partir de ces quelques éléments nous savons déjà que:

⁸ Par exemple, en 2008 le seuil de pauvreté était de 7.980 euros annuels.

⁹ Dans un souci de facilitation de la comparaison avec l'information utilisée jusqu'à maintenant, et afin d'éliminer tout risque de distorsion qui découlerait des profils d'âge, très différents entre autochtones et immigrés, nous avons analysé la situation de la population de 16-64 ans.

Tableau 7. Taux de pauvreté, avant et après les transferts sociaux, selon la nationalité de la personne de référence dans le foyer ou cellule familiale (% de population)

Année	Total	Espagne	R. du monde
Taux de pauvreté avant les transferts sociaux			
2004	38,5	38,4	41,1
2005	38,5	38,5	39,2
2006	38,7	38,7	39,9
2007	38,2	38,2	39,7
2008	39,0	38,9	41,7
2009	45,1	45,2	41,6
Taux de pauvreté monétaire			
2004	19,7	19,1	37,6
2005	19,9	19,4	35,9
2006	19,7	19,0	35,5
2007	19,6	18,8	35,6
2008	19,5	18,7	35,8
2009	20,7	19,3	30,7
2010*	21,8

(*) Estimations provisoires.

Source: INE, élaboré par nos soins sur la base de l'enquête des Conditions de Vie

- Le taux de pauvreté monétaire avant les transferts sociaux (en ne tenant compte que des revenus du travail et du capital, en excluant les prestations sociales) a augmenté de 2 points pour les étrangers non communautaires et d'à peine 0,7 points pour les espagnols; alors qu'en 2009 le taux est resté inchangé pour le premier groupe tandis que le deuxième groupe a enregistré une hausse de 6 points. Ces chiffres indiquent que le déroulement de la crise en 2009 a provoqué un rapprochement dans la situation des « revenus bas », et a ainsi rapproché la population autochtone des niveaux de carence que subissait déjà la population des immigrants non européens.

- Une fois comptabilisés les transferts sociaux, on obtient le taux de pauvreté. La comparaison avec les données précédentes démontrent l'impact différentiel de l'action redistributive de l'Etat. Cette action abaisse le taux de pauvreté des deux groupes de population, mais plus celui de la population autochtone (19-20 points entre 2004 et 2008, 26 points en 2009) que celui de la non européenne (3-4 points entre 2004 et 2007, 5,9 en 2008 et 10,9 en 2010). En résumé: a) les transferts sociaux ont joué un rôle considérable en 2009 pour la réduction du taux de pauvreté, b) cette action a été spécialement bénéfique dans le cas des étrangers, dont le taux est passé de 35,8% à 30,7%; c) en 2009 la situation enregistre une amélioration en faveur de ce groupe, nonobstant, son taux de pauvreté (30,7%) reste nettement supérieur à celui de la population espagnole (19,3%).

- En 2010 le taux de pauvreté de l'ensemble de la population continue d'augmenter (1,1 points); dans la mesure où les conditions restent les mêmes et ne subissent pas de variation, il est probable que l'impact aura été fortement

ressenti par les foyers d'immigrants non communautaires. Etant donné que selon tous les indicateurs analysés dans le présent rapport la population d'origine marocaine se trouve dans une situation désavantageuse par rapport à celle d'autres collectifs de migrants (plus de chômage, plus de travail saisonnier et plus de précarité) **il est fortement probable que les taux de pauvreté et de privation matérielle des foyers marocains soient parmi les plus élevés (la pauvreté monétaire pourrait toucher environ 40% de cette population).**

4. SYNTHÈSE & PERSPECTIVES D'AVENIR

Les conclusions de ce rapport synthétique ne peuvent plus être préoccupantes : dans un grave contexte de récession économique et de croissance du taux de chômage, l'immigration d'origine marocaine est particulièrement touchée. Voici certaines des principales conséquences :

- Depuis 2009 on enregistre un changement dans le cycle migratoire entre le Maroc et l'Espagne, avec une diminution du solde des entrées, qui en 2011 atteint un résultat négatif, correspondant en grande partie à un mouvement de retour d'hommes jeunes, tandis que les femmes présentent un solde positif, bien qu'il soit décroissant.

Dans un premier temps, la crise économique n'a pas produit un mouvement significatif de « retour » vers le pays d'origine mais, elle a quand même provoqué la diminution de « l'effet d'appel » pour de nouveaux migrants. Par la suite, la crise a engendré la hausse des mouvements saisonniers entre les deux pays de migrants en situation régulière. A court terme il semble juste de prévoir un flux de retour sans effet sur l'ensemble de la population émigrée. A moyen terme, l'évolution dépendra de l'envergure de la crise de l'emploi et des effets des politiques de réduction des droits sociaux en Espagne, et des possibilités de réinsertions dans l'économie marocaine, de ceux qui décideront de quitter l'Espagne.

- Chez les hommes, la crise s'est soldée par la perte de 33% des postes d'emploi (à peu près 97.000) tandis que chez les femmes le bilan est resté modérément positif: +2,7% (presque 2.000 postes d'emploi).

- Le début de la crise a provoqué une grande destruction du travail saisonnier masculin, mais en 2011, la crise a détruit le travail à durée indéterminée et indépendant, donnant ainsi lieu à la hausse du travail saisonnier. Par conséquent, dans un premier temps, la crise a détruit le travail saisonnier et, elle a provoqué plus tard un « transfert » depuis les emplois en CDI vers les emplois de type saisonnier.

- D'autre part, on enregistre une hausse, dans le secteur du CDI, des occupations de basse qualité, surtout dans le cas des femmes: salariés dans l'obligation de travailler à temps partiel parce qu'ils ne trouvent pas un autre type d'emploi, augmentation de la pluriactivité chez les femmes, pourcentage des emplois discontinus doublé.

- Dans un premier temps, le volume des personnes souhaitant améliorer la qualité de leur travail a augmenté, tandis qu'aujourd'hui ce qui prévaut c'est le découragement et le manque de motivation quant à la réalisation des attentes.
- Entre 2009 et 2011 on assiste à un "transvasement" depuis l'emploi régulier vers le travail non déclaré.
- La crise a des effets différents en fonction du sexe: la forte perte de l'emploi masculin renforce le découragement, des hommes et promeut l'insertion professionnelle des femmes, en partie pour procurer aux familles des revenus perdus par les hommes .
- Suite à la destruction de l'emploi et à l'augmentation de la population active en 2011, plus de la moitié de la population active est sans emploi: le taux de chômage est de 50,7% (48% des hommes, 56,5% des femmes).
- Actuellement, plus des deux tiers (68,8%) de la jeunesse marocaine émigrée en Espagne est sans emploi.
- Pendant les années 2008-2009 et suite à la destruction de l'emploi, on assiste à la hausse du nombre des sans emploi avec une expérience professionnelle ; en 2010-2011 c'est l'insertion des chômeurs sans expérience qui enregistre une hausse, principalement en raison de l'apport correspondant aux personnes qui étaient inactives avant que la crise ne les fasse passer en mode actif.
- L'augmentation du taux de chômage a été simultanément accompagnée par une importante hausse du nombre de chômeurs de longue durée (à la recherche d'emploi depuis plus d'un an).
- Le nombre de foyers (cellules familiales) où tous les membres actifs sont sans emploi a augmenté considérablement ; aujourd'hui cette situation est vécue par 32% des foyers.
- La couverture sociale au profit des sans emploi a été maintenue en début de crise puis adaptée à la hausse en 2010. Cependant, c'est aussi à ce moment là qu'a eu lieu la diminution des prestations contributives (de meilleure qualité) et la forte croissance des prestations d'aide sociale (à montant nettement inférieur). Par ailleurs, il existe un ample segment de sans emploi qui ne reçoit aucune aide de la part du système public de protection des chômeurs.
- Malgré l'intervention protectrice de l'Etat, on estime que le taux de pauvreté monétaire de la population marocaine touchait près de 40% de la population en 2010.

Entre 2007 et 2011 on enregistre chez les hommes la perte d'1 point dans leur participation à l'activité économique, et une perte de 31 points du volume des travailleurs occupés, suite à l'augmentation de 32 points du segment des sans emploi. Les femmes ont enregistré une baisse de 10 points du volume des femmes inactives et de 7 points de celui des travailleuses occupées, ce qui

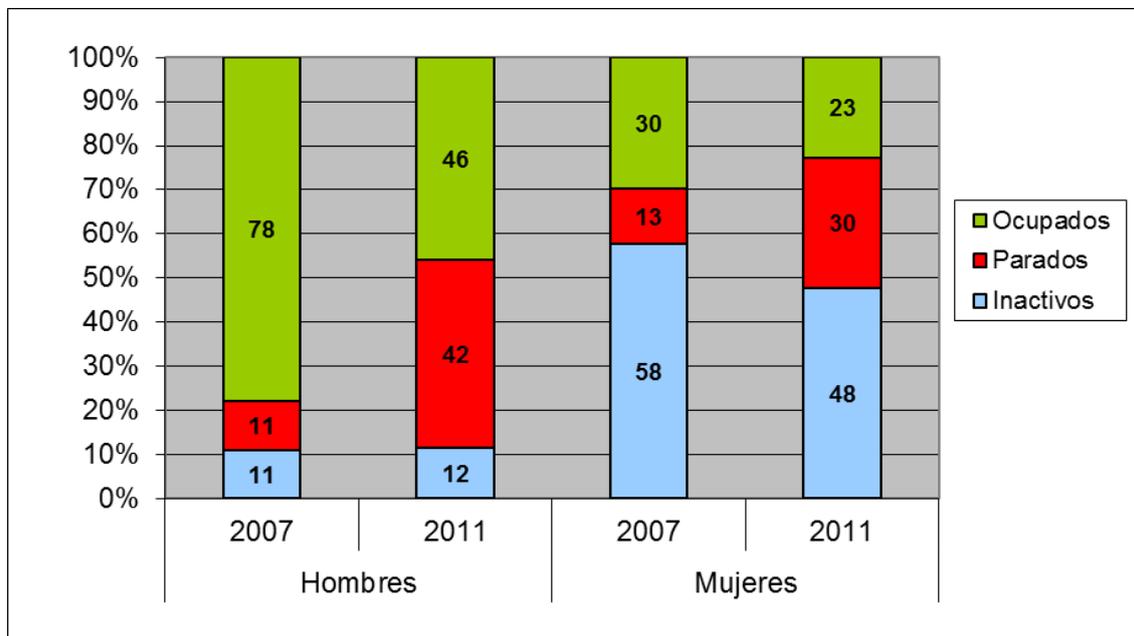
s'est traduit par une augmentation de 17 points des sans emploi de sexe féminin (Graphique 9). L'ensemble de la population active a augmenté de 113.000 personnes mais le nombre de travailleurs occupés a diminué de 95.000, en raison de la forte destruction de l'emploi salarié saisonnier. La conséquence de a été l'apparition de 208.000 nouveaux chômeurs et de 75.000 foyers dont tous les membres actifs sont sans emploi (Tableau 8).

Tableau 8. Variation des tailles de la population immigrante marocaine entre 2007 et 2011

Situation	Tous	Hommes	Femmes
Age de travail	136.252	51.830	84.422
Actifs	113.270	43.622	69.648
Occupés	-95.385	-96.995	1.609
Saisonniers	-70.818	-73.907	3.089
CDI	-17.130	-14.953	-2.177
Non salariés	-7.437	-8.135	698
Sans emploi	208.655	140.617	68.039
Foyer tous sans emploi	75.391

Source: élaboré par nos soins sur la base des données d'INE, EPA.

Graphique 9. Marocains de 16 à 64 ans, selon le sexe et le rapport avec l'activité (2007 et 2011)



Hommes //Femmes

Occupés//Sans emploi//Inactifs

Source: INE, Enquête sur la Population Active

Déjà avant la crise, en 2007, approximativement 71% de la population active masculine et 69% de la féminine étaient en situation de précarité (sans emploi,

travailleurs saisonniers, avec un emploi fixe de basse qualité ou en tant qu'indépendants pauvres). Le secteur le plus important de cette population était celui des travailleurs saisonniers, surtout chez les hommes (Tableau 9). Quatre années plus tard **la proportion des travailleurs en situation précaire a augmenté** atteignant 81% chez les hommes et 84% chez les femmes; aujourd'hui, le groupe le plus nombreux est celui des chômeurs, en raison de l'intensité de la perte d'emploi saisonnier et de l'insertion dans cette activité de femmes qui étaient inactives auparavant.

Tableau 9. Actifs marocains selon les situations de précarité professionnelle et le sexe. 2007-2011

Situation	Hommes		Femmes	
	2007	2011	2007	2011
Non précaire	28,5	19,2	31,1	16,5
Salarié saisonnier	51,4	26,2	32,3	21,6
Sans emploi	12,5	47,1	28,5	55,6
Indépendant non salarié *	4,8	3,7	2,2	1,8
CDI temps partiel	0,4	0,9	2,7	3,1
CDI discontinu	1,4	2,4	1,1	1,3
CDI multi-activité	0,8	0,0	0,2	0,2
Aide familiale	0,2	0,4	1,8	0,0
Précaire	71,5	80,8	68,9	83,5

(*) Dans la catégorie des indépendants non salariés il existe certains entrepreneurs à succès; cependant, la majorité de ces travailleurs sont de petits entrepreneurs pauvres
Source: élaboré par nos soins sur la base des données INE, EPA.

Cette situation engendre, sans doute, des problèmes de diverses nature chez la population, tels que la perte de revenus et les difficultés d'accès aux biens de base, plus de stress et de problèmes de santé, risque de perte du logement en raison des impayés, possible augmentation du nombre des personnes en situation irrégulière en raison de la perte du permis de séjour, intensification de la xénophobie et le l'islamophobie, entre autres.

► 20% de l'immigration en situation régulière possède un permis de séjour temporaire. Pour pouvoir renouveler le titre de séjour, il faut attester une activité salariée d'au moins trois mois par an et aussi avoir recherché de façon active un emploi ou bien suivre des cursus de formation professionnelle, ou encore percevoir des indemnités de chômage. La prolongation dans le temps de la crise de l'emploi et l'augmentation du nombre de chômeurs sans prestations sociales augmente le risque pour ceux-ci de se voir refuser le renouvellement de leur titre de séjour actuel (ce sera peut être le cas en 2012 pour 50.000 personnes ayant une première carte deséjour et, entre 2013 et 2014, pour 117.000 autres personnes détentrices d' une autorisation temporaire renouvelé).

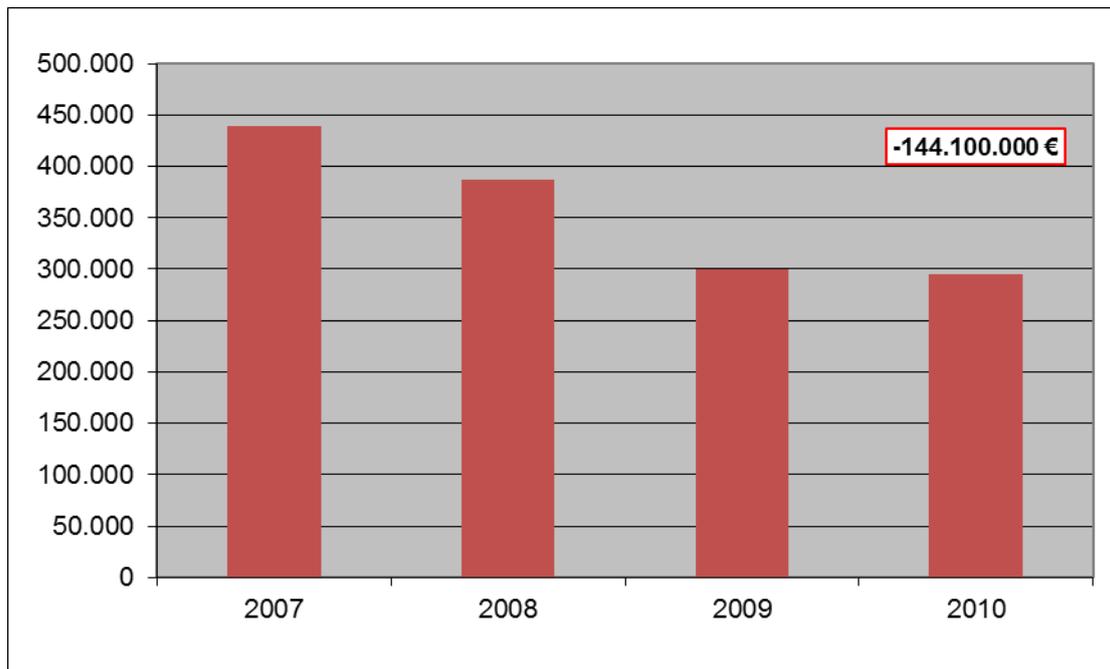
► En avril 2012 le gouvernement espagnol a promulgué un décret (RDL 16) qui stipule une limitation du service santé d'attention aux immigrants en situation administrative irrégulière seulement aux cas d' "urgence pour maladie grave ou

accident ;d' assistance à la grossesse, à l'accouchement et au post-partum, et aux moins de 18 ans ". Les résultats prévisibles de cette mesure seront la surcharge et la perte de qualité des services d'urgence, des risques pour la santé de cette population, et l'augmentation du stress chez la population qui craint de se retrouver en situation irrégulière, etc.

► Malgré le fait qu'il n'existe pas de données détaillées en fonction de la nationalité, nous savons qu'au cours de ces années, le nombre de foyers (cellules familiales) qui ont perdu leur logement a augmenté, ou bien suite à des procédures d'expulsion pour non paiement des loyers (58.000 au dessus de la moyenne précédente depuis 2007) ou suite à des exécutions de cautions hypothécaires (323.000 des cas dénoncés depuis 2008, et 166.000 délogements par la voie judiciaire).

► Le contexte de la crise est en train de provoquer un glissement de l'opinion publique vers des positions défavorables t à l'encontre des immigrants. En 2010, 43% des espagnols appuyaient le rapatriement des migrants en cas d'augmentation du chômage de longue durée ; en plus, des indicateurs d'islamophobie sont en hausse, comme le désaccord exprimé par rapport à la construction de mosquées et l'appui à l'exclusion des élèves qui portent le hijab dans les établissements scolaires (49% dans les deux cas). Les avis dits "réticents" par rapport à l'immigration ont augmenté de manière considérable depuis la crise (de 30-32% entre 2003 et 2005 à 37% en 2007-2010) tandis que les avis dits « tolérants » ont subi une baisse (35% à 33% en 2010) (Rapport OBERAXE 2011).

► Les effets de la crise espagnole se feront certainement ressentir au sein de la société marocaine. Sur le plan économique, un impact évident pointe déjà le bout du nez, il s'agit de la diminution du nombre de transferts monétaires réalisés par les migrants ; selon les données de la Banque centrale espagnole, les transferts ont enregistré une baisse de 33%, avec 144 millions d'euros entre 2007 et 2010 (Graphique 10). En plus, nous assistons, chose qui pourrait s'intensifier à l'avenir, au retour des personnes sans ressources, qui exerceront une pression négative sur la situation sociale et de l'emploi au Maroc. D'autre part, une situation spéciale peut apparaître au niveau du système de l'enseignement, suite à l'entrée de mineurs issus d'un système scolaire différent, qui dans certains cas ne connaissent que peu ou prou les langues du système d'enseignement marocain (arabe et français).

Graphique 10. Evolution des transferts des migrants marocains en Espagne (2007-2010)

Source: Banque centrale d'Espagne.

Les situations décrites dans le présent rapport jettent la lumière sur la gravité de la situation qui, dans le cas de certains segments de la population migrante doit déjà être qualifiée d'*urgence sociale*. Les perspectives de prolongation dans le temps de la crise socioéconomique en Espagne rendent urgent le besoin de lancer des actions institutionnelles de grande envergure qui permettront, en premier lieu, de pallier aux situations les plus extrêmes et, en plus, de faire face aux problèmes liés au soutien et à l'appui à la réinsertion professionnelle. De telles actions incombent tant aux gouvernements espagnol et marocain qu'à différents agents sociaux présents dans chacune des sociétés concernées.

* * *